

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Gouverneurs, Mesdames et Messieurs, c'est avec grand plaisir que je vous souhaite la bienvenue à ces Assemblées annuelles. Je tiens à remercier les autorités américaines qui nous ont donné la possibilité de nous réunir à Washington, ainsi que les services de police du District de Columbia pour leur aide précieuse.

Je tiens aussi à remercier mon ami, Horst Koelher, pour les relations de travail collégiales et fondées sur la coopération qui sont les nôtres depuis deux ans, et pour le discours stimulant qu'il a prononcé ce matin. Je me joins aussi à M. Macki pour accueillir au sein de la Banque Timor-Leste, le dernier en date de nos membres. Je le prie de bien vouloir accepter tous nos vœux de réussite dans son entreprise de construction d'une nation.

Monsieur le Président,

Il y a deux ans, à l'occasion de ces mêmes assemblées j'évoquais les opportunités et les défis du développement.

Ces deux années ont été difficiles.

Dans les pays riches, l'effondrement des marchés boursiers et les scandales qu'ont connus les grandes entreprises ont ébranlé la confiance dans l'avenir et dans les autres.

Dans les pays en développement, les populations ont été durement touchées par la poursuite des guerres et des conflits, la chute des prix des produits de base, le tassement de la demande et le maintien de restrictions aux échanges commerciaux avec les pays riches. L'Afrique et l'Amérique latine ont payé un lourd tribut humain.

Or, face à ces difficultés, la majeure partie du monde en développement a fait preuve d'une capacité d'adaptation remarquable. C'est là un témoignage des progrès accomplis dans la formulation et l'application des politiques. De nombreux pays s'attaquent aux bouleversements qui accompagnent toute réforme. Ils s'emploient à améliorer leurs institutions et la conduite des affaires publiques.

Et, à travers ces difficultés et notre action collective, nous avons vu, à beaucoup d'égards, ce que l'être humain peut offrir de meilleur. Nous avons assisté à un élan de collaboration — la prise de conscience que les problèmes internationaux appellent des solutions internationales.

Le 11 septembre de l'an dernier, il est enfin clairement apparu qu'il n'existait pas deux mondes, l'un riche et l'autre pauvre, mais bien un seul. Nous sommes liés les uns aux autres par les circuits financiers, le commerce, les migrations, les communications, l'environnement, les maladies transmissibles, la criminalité, la drogue et, à l'évidence, le terrorisme.

Aujourd'hui, des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent pour dire que la pauvreté, où qu'elle soit, est l'affaire de tous, et ces voix résonnent de plus en plus fort.

Ce que ces voix réclament, c'est un système mondial fondé sur l'équité, les droits de l'homme et la justice sociale. C'est ce que nous devons réclamer nous aussi. Car rechercher davantage d'égalité, c'est rechercher une paix durable — ce que la puissance militaire ne parviendra jamais à instaurer à elle seule.

Et le monde commence à écouter.

Nous venons de vivre une année durant laquelle les engagements pris à Doha, Monterrey et Johannesburg ont jeté les bases d'une nouvelle donne mondiale.

La communauté du développement a réaffirmé que les objectifs de développement pour le millénaire déterminaient notre cadre d'action.

Pour leur réalisation, nous avons assisté à la naissance d'un partenariat mondial fondé sur l'acceptation de l'interdépendance du monde. Nos raisonnements et nos actions doivent avoir à la fois une portée locale, régionale et mondiale et nous devons travailler et agir de concert.

Et nous sommes parvenus à un consensus remarquable sur les éléments nécessaires à une véritable réduction de la pauvreté.

En tout premier lieu, les dirigeants des pays en développement revendiquent la responsabilité de l'avenir de leurs pays. Ils doivent assurer la direction de leur développement et créer un environnement propre à encourager une croissance qui soit juste et équitable pour les pauvres et, en fait, pour tous.

Cela doit s'appuyer sur des politiques économiques et sociales judicieuses (investissement dans la santé et dans l'éducation, et en particulier dans celle de la petite enfance) ; des systèmes juridiques et judiciaires efficaces ; un cadre fiscal et une réglementation sans ambiguïté appliqués de manière à combattre la corruption à tous les niveaux ; des systèmes financiers solides et correctement réglementés ; ce qui créera des conditions favorables à l'esprit d'entreprise, stimulera la productivité et encouragera l'emploi. Cela implique aussi de démarginaliser les pauvres et d'investir dans leur émancipation, de sorte qu'ils puissent prendre en mains leur destinée. Les pauvres constituent un actif ; ils ne sont pas une charge.

À Monterrey et à Johannesburg, les pays développés ont convenu d'agir en partenariat avec les pays en développement, de les aider à se doter de moyens d'action, d'augmenter le volume de l'aide extérieure au développement là où elle est efficace et bien gérée, d'ouvrir leurs marchés aux échanges commerciaux et de réduire les subventions agricoles. Ils ont réaffirmé leur adhésion aux objectifs de développement pour le millénaire concernant la pauvreté et la faim, l'éducation et la santé, l'égalité des sexes et l'environnement.

Monsieur le Président, ensemble, nous nous sommes donnés jusqu'à 2015 pour atteindre les résultats que nous nous sommes fixés. Il nous faut maintenant, de concert, cesser de nous payer de mots et établir un calendrier pour notre programme d'action.

Nous avons affirmé que nous étions responsables les uns envers les autres.

L'heure de la mise en œuvre est venue. Il faut maintenant tenir les engagements pris.

Si nous voulons atteindre les objectifs de 2015, nous devons tous agir maintenant.

Cela étant, nous devons admettre que le développement ne passe pas par des solutions de fortune. Pour instaurer un développement durable, il faut un grand dessein. Il faut du temps et de la patience. Il faut un engagement à long terme. Il faut faire preuve de discipline et circonscrire notre action. Et il faut mesurer l'efficacité de ce que nous entreprenons.

Certains diront sans doute qu'il nous faut en savoir davantage avant d'agir. À ceux là, je déclarerai que, naturellement, nous tirerons davantage de leçons au fur et à mesure, mais que nous disposons d'ores et déjà de solides indications sur les modalités d'action qui sont efficaces et celles qui ne le sont pas. Nous en savons assez pour agir dès maintenant.

Que devons nous faire, les uns et les autres ?

Permettez-moi de commencer par m'adresser aux pays riches.

Réalisez le programme de Doha. Nous savons que les obstacles opposés aux échanges commerciaux par les pays riches sont trop élevés. Abaissez les droits de douane et réduisez les barrières non tarifaires qui sont trop souvent du protectionnisme déguisé. Respectez le calendrier fixé à Doha. Mais il y a tant de choses que les pays riches peuvent accomplir sans s'en tenir au calendrier de Doha.

Nous savons que les subventions agricoles accordées par les pays riches, au rythme de un milliard de dollars par jour, sont un gaspillage de ressources et nuisent gravement aux pays pauvres, les privant de possibilités d'investir dans leur propre développement. Un calendrier précis devrait être fixé pour leur suppression. Saisissez l'occasion de la réunion prévue par l'Organisation mondiale du commerce à Cancun en 2003 pour prendre des engagements fermes en matière de subventions, mais je vous en conjure, agissez sans attendre.

Tenez les engagements fort appréciés que vous avez pris à Monterrey d'augmenter l'aide, et donnez suite à l'accueil très favorable que vous avez réservé à la demande de couverture de l'écart de financement de l'Initiative PPTE à Kananaskis. Il semble qu'il y ait de plus en plus une propension à augmenter l'aide lorsque celle-ci est employée de manière productive.

Déliez l'aide, et améliorez la coordination et l'harmonisation des programmes et des politiques de développement. La dispersion des efforts des bailleurs de fonds nuit depuis longtemps à l'efficacité de l'aide. Bien des échecs imputés aux pays emprunteurs tiennent en réalité à l'absence de coordination de l'aide par les bailleurs de fonds.

L'amélioration du multilatéralisme du développement améliorera les résultats du développement.

Que doivent faire les pays en développement ?

Ils doivent continuer de renforcer leurs moyens d'action, d'améliorer la gestion des affaires publiques et des institutions de procéder résolument à des réformes juridiques, judiciaires et financières, et d'investir dans leur population.

Ils doivent aussi s'attacher davantage aux résultats — suivre les réalisations et gérer leurs programmes de manière à pouvoir atteindre les objectifs de croissance et de réduction de la pauvreté. Pour beaucoup de pays, le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique indique la voie à suivre.

Que doit faire la Banque ?

S'employer, comme nous l'avons promis, à travailler à la réalisation des objectifs de développement du millénaire. En tant qu'institution, nous avons énormément changé au cours des dix dernières années, mais il nous faut faire davantage. Nous devons devenir plus transparents. Nous devons aider les pays en développement à se doter de meilleurs moyens d'action. Nous avons joué un rôle pionnier en matière de mesure des résultats de nos projets et de nos programmes, mais nous devons mesurer nos résultats avec davantage de rigueur et, comme les autres, nous devons être comptables de nos actions au regard des objectifs plus vastes du pays et au regard des objectifs de développement du millénaire.

Nous souhaitons vivement poursuivre les efforts d'harmonisation et de coordination de nos travaux avec le Fonds monétaire international, l'Organisation des Nations unies, les banques multilatérales de développement et d'autres bailleurs de fonds.

Tous les partenaires du développement doivent s'intéresser tout particulièrement à l'insertion, à la participation et à l'autonomisation :

- l'insertion sociale, parce que nous ne pouvons pas espérer de réformes durables si les pauvres sont exclus lorsque des choix et des arbitrages sont opérés.
- la participation, car les pauvres sont les mieux à même de savoir ce qui peut changer leur vie.
- l'autonomisation, car nous n'instaurerons pas de changement durable tant que les pauvres n'auront pas les actifs et les moyens nécessaires pour décider de leur avenir.

Partout dans le monde, les sociétés sont en mutation. Les individus veulent être informés, consultés, avoir leur mot à dire, se faire entendre. Ne pas exploiter tout ce qu'ils peuvent nous apporter reviendrait à nous priver de la force la plus à même de contribuer à la mise en œuvre de notre dessein.

Mais les mesures prises par les gouvernements des pays en développement et des pays développés, et les institutions internationales ne fournissent qu'un élément de solution. Nous devons tous nous employer davantage à impliquer la société civile et le secteur privé. Le multilatéralisme se situait jadis à l'échelon des gouvernements. Le multilatéralisme d'aujourd'hui ne peut faire abstraction des points de vue du secteur privé et de la société civile. Nous devons tous être plus responsables. Être de meilleurs partenaires. Être davantage à l'écoute. Être plus efficaces.

Et nous devons assurer le suivi de nos initiatives.

Notre ample accord sur le fait que le développement doit être abordé dans une perspective d'ensemble, et que la maîtrise du processus appartient aux pays en développement, marque un véritable progrès. Pour la plupart des pays pauvres, cette approche s'incarne dans la Stratégie de réduction de la pauvreté et elle est un agent de transformation des stratégies et du partenariat dans beaucoup de pays. De la même manière, dans les pays à revenu intermédiaire, le Cadre de développement intégré s'avère efficace.

Pour la première fois, nous disposons d'un moyen, le Portail du développement, qui nous permet de compiler l'information de manière à en savoir davantage sur les projets de développement en cours dans le monde. Comme l'indique ce Portail, plus de 63 000 projets de développement sont en voie d'exécution, sans compter les programmes entrepris par les ONG ou les groupements religieux. Trop souvent, des projets sont gérés dans un même secteur d'un même pays par une myriade d'organismes qui ne communiquent pas entre eux. Nous devons utiliser le Portail du développement pour suivre nos actions de manière à pouvoir mieux coordonner nos efforts.

Monsieur le Président, nous avons considérablement progressé. Nous ne partons plus de zéro. Nous avons déjà des programmes réalisables. L'Initiative l'Éducation pour tous, par exemple, nous permettra, en coopérant, de scolariser pour la première fois environ 17 millions d'enfants.

Nous disposons de programmes pour lutter contre le VIH/SIDA. À ce jour, 20 pays en développement et en transition ont conçu et appliquent des stratégies de lutte contre le sida qui s'appuient sur des actions de prévention, de soins et de traitement.

Nous avons des programmes portant sur l'eau salubre et l'assainissement.

Mais il nous faut élargir la portée de ces initiatives, de manière à pouvoir exercer un impact national, régional et mondial. Et pour cela, il nous faut l'appui des bailleurs de fonds.

Faisons de ces actions dans les domaines de l'éducation, de la lutte contre le sida et de l'eau salubre le premier test de notre volonté d'agir en partenariat pour obtenir des résultats.

Pour faire progresser la mise en œuvre, nous devons décider de fixer des échéances aujourd'hui si nous voulons réaliser les objectifs de 2015.

Mais il nous faut aller plus loin. L'année 2015 n'est qu'une étape d'une entreprise de bien plus longue haleine. Au cours des 50 prochaines années, la population mondiale passera vraisemblablement de 6 à 9 milliards, et cet accroissement sera concentré à près de 95 % dans les pays en développement. Les besoins alimentaires doubleront ; la production annuelle de dioxyde de carbone triplera et, pour la première fois, la population urbaine sera plus nombreuse que la population rurale, ce qui mettra à rude épreuve les infrastructures et l'environnement.

Si nous voulons atteindre les objectifs de 2015 et continuer à réduire véritablement la pauvreté, il faudra, selon nos estimations, que l'économie mondiale affiche un taux de croissance annuel moyen de l'ordre de 3,5 %, pour atteindre, probablement, 140 000 milliards de dollars en 2050.

Monsieur le Président, si nous ne parvenons pas à préserver notre environnement et à faire en sorte que cette croissance soit respectueuse de l'environnement, il n'y aura pas de développement durable.

Si la répartition actuelle du revenu, qui donne à 15 % de la population mondiale le contrôle de 80 % du revenu mondial, persiste, il n'y aura pas de développement durable.

Si nous continuons d'interdire à tous les exclus — femmes, populations autochtones, handicapés, enfants des rues — de jouer le rôle qui leur revient dans la société, si nous nions leurs droits, il n'y aura pas de développement durable.

Et, faute de développement durable, nous risquons fort de ne pas jouir d'une paix durable. C'est là le défi qu'ensemble nous devons relever.

Monsieur le Président, je tiens à dire, avant de conclure, combien je suis fier du personnel du Groupe de la Banque mondiale, uni dans une volonté passionnée de combattre la pauvreté. Je les remercie du fond du cœur pour leur travail acharné et leur conviction.

Amis, c'est à nous, tous ensemble, qu'incombent la chance, la responsabilité et le privilège de tracer les contours du monde de demain. Nous ne sommes pas des spectateurs impuissants. Nous pouvons avoir prise sur ce que sera cette planète : un monde où règnent la paix, la justice sociale, l'équité, la croissance, ou un monde blessé par des différences irréconciliables entre les individus, où les ressources physiques sont gaspillées, et où dominent les conflits, la terreur et la guerre.

Notre époque peut inaugurer une ère de renaissance des valeurs, de justice, d'affranchissement des besoins élémentaires et des craintes. Nous devons nous fixer un horizon ambitieux. Il ne faut pas nous en laisser détourner.

C'est MAINTENANT que nous devons donner suite à nos promesses. Nous devons nous exécuter de toute urgence. C'est notre responsabilité et notre destinée.

Je vous remercie.